

Note de recours à la décision de la DREAL AURA du 20/01/2022

Cette note reprend les « considérant » de la décision DREAL du 20/01/2022 et apporte pour chacun d'eux des explications et commentaires de la SAS Barrage de Ranc permettant de préciser et de compléter les éléments transmis dans le dossier de l'étude cas par cas

Considérant que le projet vise à renouveler l'autorisation d'exploiter la microcentrale hydroélectrique de la Ranc située sur la Loire au lieu-dit Bransac sur la commune de Saint-Maurice-de-Lignon(Haute-Loire), à compter du 29 juin 2024 jusqu'au 29 juin 2054 soit sur 30 ans ;

Considérant que le projet prévoit :

- la rénovation complète de l'usine avec remplacement de trois groupes bulbes par deux turbines Kaplan permettant de meilleurs rendements, sans modification du barrage (d'une longueur de 140 mètres et d'une hauteur de 2,5 mètres au-dessus du terrain naturel), du canal de dérivation et du canal de fuite ;
- la modification de la passe-à-poissons avec ajout de deux bassins et modification des échancrures présentes dans les cloisons inter-bassins (déjà réalisé) ;
- la modification des dispositifs de restitution du débit réservé : suppression de l'échancrure d'attrait de la passe-à-poissons et augmentation du débit transitant par la vanne de dégrèvement (déjà réalisé) ;
- l'aménagement d'une prise d'eau ichtyocompatible :déplacement du plan de grilles et mise en place d'un dispositif de dévalaison (déjà réalisé) ;
- la diminution de moitié du débit dérivé maximum à 13 000 l/s contre 26 000 l/s actuellement et par conséquent de la puissance maximum brute (PMB) de l'installation de 1 377 kW actuellement à 689 kW (puissance nette de 499 kW) ;
- une révision à la baisse de la valeur du débit réservé au cours d'eau à 2 600 l/s contre 4 600 l/s actuellement ;
- un fonctionnement de la microcentrale hydroélectrique tout au long de l'année, y compris entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre (scenario étudié dans le cadre de l'étude DMB jointe au dossier), ce qui constitue un changement important par rapport à l'exploitation actuelle ;

Explications/commentaires du Pétitionnaire

*La rénovation complète de l'usine de Ranc avec remplacement de trois groupes bulbes existants par deux turbines Kaplan a été effectuée entre le 01/06/21 et le 30/10/21. Elle a donné lieu au permis de construire PC 43 211 21 Y0003 accordé par Arrêté de la Préfecture de la Haute Loire le 21/05/2021. (voir pièce jointe). **Cette rénovation est donc terminée.***

- la modification de la passe-à-poissons avec ajout de deux bassins et modification des échancrures présentes dans les cloisons inter-bassins (déjà réalisé) ;
- la modification des dispositifs de restitution du débit réservé : suppression de l'échancrure d'attrait de la passe-à-poissons et augmentation du débit transitant par la vanne de dégrèvement (déjà réalisé) ;
- l'aménagement d'une prise d'eau ichtyocompatible avec déplacement du plan de grilles et mise en place d'un dispositif de dévalaison (déjà réalisé)

Explications/commentaires du Pétitionnaire

Tous ces travaux de grande ampleur et d'un montant d'environ 500 000 € pour garantir la continuité écologique de la rivière ont été réalisés entre le 01/06/21 et le 30/10/21. Ils ont fait l'objet d'une autorisation préfectorale et d'un PV de récolement par la DDT 43 validant la conformité de ces travaux à la demande DDT43 de mise en conformité de la continuité écologique par un courrier du 13/12/2021(voir pièce jointe).

*En conséquence, il n'y aura **aucuns travaux à venir** au titre de l'examen de l'étude cas par cas faite auprès de la DREAL*

- la diminution de moitié du débit dérive maximum à 13 000 l/s contre 26 000 l/s actuellement et par conséquent de la puissance maximum brute (PMB) de l'installation de 1 377 kW actuellement à 689 kW (puissance nette de 499 kW) ;

Explications/commentaires du Pétitionnaire

La puissance retenue est un choix résultant des analyses environnementales et économiques.

En effet, une baisse d'une telle ampleur permet de garder un déversement important au-dessus du barrage pendant une grande partie de l'année et améliore en conséquence les conditions pour la biodiversité. D'un point de vue économique, l'exploitant a déduit de l'exploitation passée qu'un fonctionnement à une puissance supérieure à 500kw nécessitait un investissement plus conséquent et des travaux plus importants qui n'étaient qu'en partie valorisés pour la durée de fonctionnement. Moins de matériaux, de béton c'est aussi meilleur en termes d'empreinte carbone.

- une révision a la baisse de la valeur du débit réservé au cours d'eau à 2 600 l/s contre 4 600 l/s actuellement ;

Explications/commentaires du Pétitionnaire

Cette valeur résulte de l'étude DMB jointe au dossier et qui montre qu'un tel débit réservé n'a pas d'incidence en termes d'impact environnemental

Considérant que le projet présenté relève des rubriques suivantes, du tableau annexe a l'article R.122-2 du code de l'environnement :

- 10 : installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant a modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale a 100 m ;

Explications/commentaires du Pétitionnaire

Le dossier déposé montre qu'il n'y a pas de travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en largeur du lit mineur de la rivière

- 21.d : Installations et ouvrages destinés a retenir les eaux ou a les stocker, constituant un obstacle a la continuité écologique ou a un écoulement des crues, entraînant une différence de niveau supérieure ou égale a 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval du barrage ou de l'installation.

Explications/commentaires du Pétitionnaire

Les travaux effectués à l'été 2021 garantissent la continuité écologique de la rivière. Ils ont été validés par DDT43 le 13/12/21

- 29 : Nouvelles installations d'une puissance maximale brute totale inférieure ou égale a 4,50 MW.

Explications/commentaires du Pétitionnaire

Il ne s'agit pas d'une nouvelle installation mais d'une installation existante qui a été entièrement rénovée

Considérant que la microcentrale est située sur une zone a forts enjeux en matière de protection de la biodiversité et des milieux aquatiques

- sur la Loire, cours d'eau classé en listes 1 et 2 au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement, concerne par la restauration de la continuité écologique et la protection des frayères de brochets et qui constitue un réservoir biologique reconnu pour les habitats et les espèces:
- dans la ZNIEFF de type 2 0 Haute vallée de la Loire »
- dans le périmètre du site NATURA 2000 FR8312009 « Gorges de la Loire » ;

Explications/commentaires du Pétitionnaire

Le dossier déposé montre qu'il n'y aura aucuns travaux réalisés dans le cadre du renouvellement d'autorisation d'exploiter, et donc aucune intervention sur les sites à enjeux environnementaux recensés sur la zone d'étude.

Considérant que la commune est concernée par les risques d'inondation et que le projet doit prendre en compte les dispositions du plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Saint-Maurice-de-Lignon approuvé en 2001

Explications/commentaires du Pétitionnaire

La prévention des risques relatifs à l'inondation a bien été prise en compte dans le permis de construire PC 43 211 21 Y0003 accordé par Arrêté de la Préfecture de la Haute Loire le 21/05/2021.

Considérant les variations envisagées du débit réservé du tronçon court-circuité du cours d'eau, notamment à la baisse, en période estivale, du fait du fonctionnement de la microcentrale désormais envisagé durant cette période, susceptibles de réduire les surfaces en eau et par conséquent susceptibles d'incidences notables sur la biodiversité aquatique au niveau du tronçon court-circuité ;

Explications/commentaires du Pétitionnaire

L'étude DMB jointe au dossier montre qu'un débit réservé de 2600 l/s n'a pas d'incidence significative sur la biodiversité aquatique au niveau du tronçon court-circuité ;

Il faut aussi rappeler que la longueur du tronçon court circuité est limitée à 400m

Considérant que cette incidence supplémentaire en période estivale n'a pas été évaluée de façon approfondie à l'aune du réchauffement climatique à horizon des 30 années d'exploitation ;

Explications/commentaires du Pétitionnaire

La valeur du débit réservé sera fixée dans l'Arrêté préfectoral portant renouvellement d'autorisation d'exploiter la MCHE de Ranc pour toute la durée d'autorisation d'exploitation et ne variera donc pas pendant cette période ; le respect du débit réservé étant assuré par la mise en place d'échancrures calibrées au barrage. Ainsi, une baisse des débits de la Loire entraînera uniquement une baisse de production de la MCHE de Ranc, et ne modifiera pas le débit réservé qui sera restitué en tout temps à hauteur du barrage

Par ailleurs, l'étude économique réalisée dans le cadre de la rénovation de la MCHE de Ranc et qui a conduit à une baisse significative du débit prélevé a intégré une baisse moyenne d'environ 15% du débit de la rivière et donc de la production de la MCHE de Ranc.

Pour conclure, l'incidence du réchauffement climatique impactera uniquement la production de la MCHE de Ranc car le débit réservé sera inchangé et sera restitué en tout temps au barrage. Pour la saison estivale, en cas de débits faibles de la Loire, la MCHE de Ranc sera à l'arrêt et la totalité des débits de la Loire transitera alors dans le tronçon court-circuité.

Considérant que le dossier ne présente pas de justification du scénario retenu pour le renouvellement de l'autorisation d'exploitation de la microcentrale, qu'il n'explique pas les raisons conduisant à ne pas poursuivre l'exploitation selon les modalités actuelles et que les nouvelles modalités envisagées n'apportent pas de garantie sur l'absence de perte nette de biodiversité par la définition de mesures d'évitement et de réduction adaptées ;

Explications/commentaires du Pétitionnaire

Une étude d'incidence environnementale (en cours de rédaction) sera produite dans le cadre du renouvellement d'autorisation d'exploiter qui sera réalisé en application de l'article R181-49 du code de l'environnement.

De plus, la MCHE de Ranc est déjà existante et l'établissement dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29 juin 1984 et arrivant à échéance en 2024. Le projet a donc été retenu car il s'agit d'une installation existante.

Concernant les mesures de réduction, plusieurs ont déjà été réalisées en 2021 par la société BARRAGE DE RANC, et cela sans attendre la demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter :

- Modification de la passe-à-poissons actuelle ;*
- Aménagement d'une prise d'eau ichtyocompatible.*
- Baisse du débit dérivé maximum à 13 m³/s contre 26 m³/s actuellement, soit une diminution de moitié.*

A noter que dans le cadre du scénario débit dérivé maximum = 13 m³/s et débit réservé = 2600 l/s avec un fonctionnement toute l'année, le débit moyen observé dans le TCC sera égal à 15 790 l/s. Pour ce qui est du fonctionnement actuel, soit débit dérivé maximum = 26 m³/s et débit réservé = 4600 l/s avec arrêt du 01/07 au 30/09, le débit moyen observé dans le TCC est égal à 13 760 l/s. Ainsi le nouveau scénario permet d'augmenter le débit moyen observé dans le TCC de près de 15%.

Enfin, dans le cadre des mesures de compensation, la société BARRAGE DE RANC a pris contact avec l'AAPPMA locale afin de l'accompagner financièrement sur des actions locales pour la préservation des milieux aquatiques. Une indemnité annuelle sera également versée par la société BARRAGE DE RANC à la Fédération de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique de la Haute-Loire pour mener des actions de restauration des milieux aquatiques.

Considérant que le pré-diagnostic écologique joint au dossier présente les résultats de campagnes d'inventaires naturalistes ayant été menées uniquement sur 2 journées du mois de juillet 2021, avec un niveau d'eau « relativement haut et donc peu représentatif des niveaux d'eau moyens en cette période, et mérite d'être complété par des inventaires plus exhaustifs ;

Explications/commentaires du Pétitionnaire

Les débits rencontrés sur la zone d'étude lors des inventaires n'étaient pas exceptionnellement hauts pour un mois de juillet. En effet, après extrapolation des débits mesurés à la station de Chadrac, il s'avère que les débits moyens observés sur le site de Ranc en juillet et août sont respectivement égaux à 11,62 m³/s et 10,47 m³/s. Concernant les débits observés lors des inventaires, ils étaient égaux à 9,6 m³/s le 12/07/21 et 10,04 m³/s le 20/07/21.

Les débits observés lors des inventaires étaient donc inférieurs au débits moyens mensuels généralement observés.

Le niveau de l'eau n'étant pas exceptionnellement haut en période estivale en 2021 lors des inventaires, des inventaires complémentaires ne paraissent ainsi pas pertinents. En effet, aucun travaux ne seront réalisés dans le cadre du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

De plus, l'étude réalisée par Naturalia mentionne : **« Etant donné que le projet ne prévoit pas de travaux mais seulement le renouvellement de l'autorisation d'exploitation de la microcentrale avec une baisse souhaitée du débit réservé les incidences potentielles du projet sur la biodiversité sont minimales... L'unique préconisation pertinente pour la présente étude est celle de conserver en tout temps un débit au minimum égale au débit minimum biologique dans le tronçon court-circuité....Les modifications de débit n'entraîneront pas de modifications des habitats en présence et les enjeux avérés et potentiels actuels se maintiendront tels quels une fois le projet renouvelé. »**

Considérant que les éléments présentés relatifs aux incidences du projet sur la biodiversité aquatique sont trop restreints et se focalisent uniquement sur les différentes espèces de poissons ;

Explications/commentaires du Pétitionnaire

Une étude d'incidence environnementale (en cours de rédaction) sera produite dans le cadre du dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter qui sera réalisé en application de l'article R181-49 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette étude, des pêches électriques, mais également des prélèvements d'invertébrés benthiques et des analyses physico-chimiques ont été réalisés sur la zone d'étude :

- en amont du barrage sur une zone située hors influence de la retenue ;
- dans le TCC de la MCHE du barrage de Ranc.

Les premiers résultats permettent de démontrer l'absence d'impacts significatifs de la MCHE sur les milieux aquatiques. Les résultats complets des analyses hydrobiologiques seront intégrés à l'étude d'incidence environnementale.

Considérant que les incidences du projet sur les rives et les zones humides associées au fonctionnement du cours d'eau sont insuffisamment étudiées et qu'aucune mesure destinée à les éviter, les réduire ou les compenser n'est envisagée ;

Explications/commentaires du Pétitionnaire

Comme évoqué précédemment, l'étude réalisée par Naturalia mentionne que **Les modifications de débit n'entraîneront pas de modifications des habitats en présence et les enjeux avérés et potentiels actuels se maintiendront tels quels une fois le projet renouvelé.** En conséquence, il n'y aura donc pas de modification sur les rives et les zones humides associées au fonctionnement du cours d'eau.

De plus, le nouveau scénario permet d'augmenter le débit moyen observé dans le TCC de près de 15%, ce qui sera un impact positif sur les rives et les zones humides associées au fonctionnement du cours d'eau.

Enfin, la baisse du niveau de l'eau engendré par la diminution du débit réservé de 4 600 l/s à 2 600 l/s (environ 5 cm) sera trop faible pour conduire à une modification du faciès de la forêt alluviale. En effet, cette forêt est aujourd'hui présente par endroit jusqu'à plusieurs dizaines de mètres de la rivière. C'est donc plus l'humidité atmosphérique créée par la rivière que l'humidité du sol qui favorise la présence de cet habitat. Ainsi, la baisse du niveau de l'eau de la rivière ne changera pas cet état de fait. De plus, les végétaux composant le milieu de ripisylve n'ont pas besoin d'avoir les racines immergées pour se développer et arrivent d'ailleurs parfaitement à survivre durant la saison estivale alors que la Loire peut avoir des étiages très marqués. La composition de la végétation rivulaire ne sera donc pas impactée par la diminution du débit réservé de 4 600 l/s à 2 600 l/s.

Il semble également important de rappeler que le scénario débit réservé = 2 600 l/s avec un fonctionnement toute l'année, permet d'obtenir 193 jours (53 %) de déversés en moyenne dans le TCC pour 172 jours de débit réservé strict (47%), ce qui sera plus favorable que la situation de fonctionnement actuel de la MCHE avec arrêt du 01/07 au 30/09 (Avec un débit dérivé = 26 m³/s et un débit réservé = 4,6 m³/s, on observe 91 jours (25 %) de déversés en moyenne dans le TCC pour 274 jours de débit réservé strict (75%)).

Ainsi, les nombreux jours de déversés au barrage contribueront à augmenter le débit dans le TCC, et donc à augmenter la hauteur d'eau dans le TCC (notamment du fait d'un débit dérivé maximum inférieur de 2 fois à la valeur du module), permettant ainsi de compenser la baisse du débit réservé.

En conclusion, les incidences du projet sur les rives et les zones humides associées au fonctionnement du cours d'eau sont considérées comme non significative.

